

Marseille : une république en mutation.

Par Olivier Lebraud. Le 21 février 2007

■ Souvent présentée comme un « *melting pot* à la française », Marseille ne saurait faire l'objet d'une analyse triviale. Une histoire politique singulière, entre continuité et agitation, dans laquelle interviennent de nombreux acteurs sociaux, publics tout autant que privés, confère à la ville une complexité qui dérouté les politologues les plus aguerris. Comment appréhender les multiples interactions entre le champ politique et la sphère sociale qui entretiennent la place si particulière de la cité phocéenne dans l'imaginaire collectif ? Dans quelle mesure cette activité sociale bouillonnante, pilier de la si puissante identité marseillaise, va-t-elle s'avérer également déterminante dans les choix opérés par les acteurs politiques locaux ? L'analyse croisée menée par Michel Peraldi et Michel Samson, fruit de la rencontre du journalisme et de la sociologie, apporte une mise en perspective indispensable au dépassement des lieux communs et légendes qui entourent l'imagerie marseillaise mais également à la prise en compte des acteurs sociaux trop souvent absents des grilles de lecture de la ville.

L'énigme de la continuité politique à Marseille.

Depuis la période de l'après-guerre, Marseille a été le théâtre d'affrontements électoraux endiablés qui renvoient à l'idée que la scène politique de la ville est une tribune ouverte sur laquelle se font et se défont les alliances, au gré des grands enjeux politiques du moment. Pourtant, sous cet apparent maelström, force est de constater que Marseille n'a connu que trois maires depuis 1953. Le glissement de gauche à droite de la majorité municipale intervenu avec l'élection de Jean-Claude Gaudin en 1995, qui pourrait amener à penser qu'un virage vient de s'effectuer dans la politique locale, laisse pourtant un étrange parfum d'inchangé. En effet, toute la particularité du jeu politique marseillais tient dans la difficulté à se hisser sur le devant de la scène en dehors de tout lien de filiation avec les élites en place, sans pour autant que se pérennise un système de simple cooptation. C'est là toute la clairvoyance du travail accompli par Gaston Defferre et prolongé par ses successeurs : la mise en place d'un équilibre sur le chaos des luttes locales de pouvoirs. Ainsi, l'accession durable au monde politique marseillais est souvent conditionnée par les notions de fidélité et d'héritage, qui elles-mêmes déterminent la facilité à mobiliser les réseaux d'influence locaux.

En dépit de toutes ces particularités, la politique à Marseille n'en reste pas moins soumise à certaines grandes tendances caractéristiques des politiques locales. Sous l'apparence d'un pouvoir

souverain, ceux qui siègent dans les grandes instances locales sont en réalité cantonnés à un rôle d'administration et de consultation. Toute la subtilité consiste alors pour l'acteur politique local à savoir intégrer les registres d'administrateur et de figure publique, jouant de l'un et de l'autre lorsque les circonstances l'exigent. Ces deux rôles, souvent présentés comme des archétypes contradictoires, n'en sont pas moins deux composantes indispensables du travail politique sur le plan local, et furent habilement remplis par les acteurs importants de la scène marseillaise. Savoir mobiliser la mémoire politique et l'histoire de la ville, faire valoir un mérite personnel dans l'attribution des subventions dues par les institutions nationales, mais également s'investir dans les dossiers sensibles tels que le logement afin de valoriser les intérêts locaux face aux intérêts nationaux, voilà autant de talents auxquels l'électorat marseillais se montre sensible. Si les élus politiques marseillais se doivent d'exceller dans ce double registre, c'est aussi pour s'assurer du soutien des réseaux ascendants, qui les lient aux personnalités ayant un poids économique important — mais aussi descendants, qui renforcent leur assise dans les strates populaires de la ville.

Pour une redécouverte de la ville.

La politique à Marseille est donc tout autant une affaire de gestionnaire que d'habile communicant. Longtemps, Marseille fut étouffée par les instances nationales (le plus souvent au nom de l'unité nationale) par crainte de son caractère rebelle et indépendant. Le traitement médiatique dont elle fait l'objet depuis l'après-guerre est ainsi révélateur de l'ambivalence persistante dans l'idée que les gens s'en faisaient, entre fascination et répulsion. Néanmoins, à mesure que tombent les clichés traditionnels, on assiste à la construction d'une nouvelle image de Marseille, ville réenchantée, dont les spécificités redécouvertes charment même les plus réticents, et en font une « seconde capitale », en opposition avec la froideur parisienne. Point de rencontre de cultures hétéroclites portées par une dynamique créative, Marseille va voir sa perception revalorisée, aidée en cela par le développement de réseaux mobiles et éclatés qui mettent en lumière ses intérêts locaux sur la scène nationale. Il convient donc pour les élus de savoir mobiliser ces nouveaux réseaux qui, adjoints aux groupes d'influence traditionnels tels que les syndicats ouvriers, vont leur conférer une légitimité dans la prise en main des enjeux locaux. Pour illustrer cette mécanique de réseaux, on peut considérer l'approche si particulière dont le football fait l'objet à Marseille. C'est grâce à cette institution locale, l'Olympique de Marseille, que Bernard Tapie parvint à se hisser sur le devant de la scène, en retranscrivant et exacerbant les problématiques locales parmi les acteurs de cette sphère particulière. L'instrumentalisation des groupes de supporters à des fins politiques ainsi que la reprise dans le jeu électoral des symboles sportifs de la ville sont autant de biais par lesquels il pu imposer son propre réseau local d'influence, tout en pacifiant et canalisant les revendications populaires et par là même l'image de la ville.

Autre levier politique important depuis les années 1980, la rénovation urbaine occupe une place de choix dans les discours politique, constituant un prisme par lequel vont être abordé les problèmes récurrents qui préoccupent les habitants : immigration, commerce local, logement... Cet amalgame, commode à bien des égards pour qui veut laisser penser qu'il « comprend » la ville, ne doit cependant pas masquer la mutation urbaine profonde dont l'hypercentre marseillais fait l'objet depuis de nombreuses années. Au gré d'un processus de segmentation et de spécialisation, chaque quartier voit sa population et sa place changer, affectant ainsi le rapport traditionnel entre les politiques et habitants.

Plus qu'un simple voyage au cœur d'une ville aux multiples facettes, *Gouverner Marseille* propose

une approche inédite et clairvoyante de la pratique politique dans un contexte urbain et sociologique si particulier. En donnant des clefs pour comprendre comment les discours politiques se construisent et se défont au gré des mutations de la ville, ce afin de conserver le statu quo et assurer la reproduction des classes dominantes dans la ville, Samson et Peraldi ouvrent la voie à une analyse approfondie des politiques locales, dans laquelle la sociologie retrouve la place qui lui est trop souvent confisquée.

Michel Peraldi et Michel Samson, *Gouverner Marseille*, Paris, Editions La Découverte, 2005, 309 p., 20 €.

Article mis en ligne le mercredi 21 février 2007 à 00:00 –

Pour faire référence à cet article :

Olivier Lebraud, »Marseille : une république en mutation. », *EspacesTemps.net*, Publications, 21.02.2007

<https://www.espacestems.net/articles/marseille-une-republique-en-mutation/>

© EspacesTemps.net. All rights reserved. Reproduction without the journal's consent prohibited. Quotation of excerpts authorized within the limits of the law.